



N° 24 Mai – Juin 2009

LES GRÈVES DE LA FAIM

Les grèves de la faim par des sans-papiers se sont multipliées ces dernières années en Belgique. Parmi les dernières en date figurent celles du campus universitaire de l'Université Libre de Bruxelles, où les grévistes furent parqués dans un parking souterrain désaffecté et de l'église du Béguinage, où entre 220 et 230 personnes sans papiers ont fait, pendant plus de deux mois, une grève de la faim pour obtenir leur régularisation. Ils ont mis fin à leur action le 21 juin. Que faut-il penser de cette méthode d'action ?

Clarifions d'abord la terminologie

Nous connaissons tous le **jeûne** pour des raisons médicales ou thérapeutiques.

Dans les traditions religieuses et spirituelles, le **jeûne** – c'est-à-dire un temps d'abstention de toute nourriture¹ – est avant tout un temps de purification et de conversion personnelles. Dans la lutte non-violente, on jeûne également pour l'ouverture de la conscience des adversaires. Le non-violent pratique le jeûne pendant la préparation d'une lutte difficile ou dans des moments de crise au sein de son propre mouvement (comme fit Gandhi pour obtenir que cessent les affrontements violents entre hindous et musulmans) ou lors d'une résistance spécialement dure de l'adversaire. Pour Gandhi, le jeûne est "*l'arme suprême de la non-violence*". Les jeûnes de Gandhi, y compris ses trois grèves de la faim qu'il avait annoncées explicitement "*jusqu'à la mort*", avaient toujours une motivation spirituelle profonde.

"Lorsque une ou plusieurs personnes refusent de s'alimenter pour faire apparaître une injustice sur la place publique en interpellant l'opinion et le pouvoir, il ne convient plus de parler de "jeûne", mais de '**grève de la faim**'.² Cette expression est évidemment à mettre en parallèle avec 'grève de travail'.

Les raisons qui poussent à entreprendre une grève de la faim sont le plus souvent d'ordre **politique**. Tout le monde se rappelle de la grève de la faim du jeune républicain irlandais et membre de l'IRA, Georges Sands et ses dix camarades. Leur grève était une résistance à l'occupant anglais et aux conditions inhumaines de détention des prisonniers politiques. Il mourut le 5 mai 1981 après 66 jours de grève de la faim dans l'hôpital de la

¹ Le jeûne consiste à ne pas manger, mais ne consiste pas à ne pas boire (eau pure ou tisane). On parle d'un jeûne long à partir de 5 jours. Une personne en bonne santé peut facilement jeûner 8 jours sans consulter son médecin. Au-delà, il faut prévoir un suivi médical. On déconseille d'aller au-delà de 25 jours, pour éviter des effets corporels irréversibles

² Jean-Marie Muller, *Dictionnaire de la non-violence*, Les Editions du Relié, 2005, 413 pages, p. 151.

prison de Maze. Autre exemple fort : la grève de la faim dans les prisons turques en 1996. Le gouvernement turc ne cédera au mois de juin qu'après la mort du douzième prisonnier gréviste de la faim. Ils sont morts après 62 à 70 jours de grève de la faim... Ces exemples nous donnent une indication de la capacité de résistance de notre corps.

Le déroulement normal d'une grève de la faim

Les exemples que je viens de citer sont des exemples extrêmes. Normalement on pratique une grève de la faim limitée et annoncée comme telle. Elle peut durer jusqu'à 25 ou 30 jours mais être aussi beaucoup plus courte. L'objectif est d'attirer l'attention de l'opinion publique, et donc de mobiliser les médias et d'influencer et/ou mettre sous pression l'autorité considérée comme responsable de la situation dans laquelle les grévistes se trouvent. L'organisation du soutien direct aux grévistes et la médiatisation de l'action sont très importantes et doivent accompagner les grévistes jusqu'à la fin. Le mot d'ordre est de protester, d'interpeller, de sensibiliser.

Muller conclut : "C'est pourquoi une grève de la faim limitée doit être surtout considérée comme un maillon dans la chaîne des différentes actions d'une lutte non-violente."³

Grève de la faim illimitée

C'est une action d'une tout autre nature. C'est une action de contrainte. Ceux et celles qui l'entreprennent "se disent déterminés à la poursuivre jusqu'à ce qu'ils aient obtenu satisfaction, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'injustice qu'ils dénoncent soit supprimée."⁴ Les grévistes, poursuit Muller, "veulent dramatiser la situation en déclarant l'état d'urgence. Ils veulent défier le temps en risquant leur propre vie."

Cette démarche n'est moralement acceptable que si l'objectif poursuivi puisse effectivement être atteint. Sinon elle ne serait qu'un geste de désespoir.

En non-violence, nous refusons la grève de la faim de **chantage**, qui consiste à rendre l'adversaire responsable de la mort éventuelle du gréviste de la faim, s'il ne cède pas. En non-violence, on jeûne **pour** quelque chose, jamais **contre** quelqu'un ou contre quelque chose. Le jeûne de chantage est une forme subtile de violence.

Que conclure ?

Il me semble que - malgré toute la sympathie que je leur porte - les sans-papiers-grévistes de la faim ici en Belgique - cf les deux exemples cités dans l'introduction - ont prolongé leur action par pur désespoir. Le gouvernement ne cède pas : les grévistes finissent par obtenir un permis de séjour de trois mois parce qu'ils sont malades (mesure prévue par la loi pour tout étranger sur le territoire national) et un permis de travail B, qui en pratique ne leur sert à rien. Pour le reste, chaque cas sera réexaminé à part.

Le seul avantage c'est que leur action soutient et encourage les démarches et manifestations des organisations des défenses des droits de l'homme, qui constituent, en fait, les vraies forces qui feront changer la législation sur les droits des immigrés.

La solution finale consistera dans une législation plus claire et plus complète, que les défenseurs des droits des immigrés réclament depuis plusieurs années, que les gouvernements

³ o.c. p. 153

⁴ idem

successifs ont promis, mais qui n'a toujours pas vu le jour faute d'accord entre les partis politiques.

Jef Vleugels



LE GRAND PILLAGE DE LA TERRE

Charte pour l' Afrique, Article # 20: 'Tous les peuples auront droit à l'existence et à l'autonomie, et le droit de se libérer du carcan de la domination'.

Résumé et Commentaire: en octobre 2008, beaucoup ont été choqués par un rapport de la presse internationale. Le gouvernement de Madagascar s'apprêtait à signer, avec la Compagnie Sud-Coréenne Daewoo, un contrat louant à cette compagnie 1.3 millions d'hectares de terre. La Compagnie Sud-Coréenne devait s'engager en échange à créer des emplois et à améliorer l'infrastructure locale. Sous la pression de l'opinion publique le contrat fut finalement annulé. La plupart du temps négociés dans le secret, des contrats semblables sont actuellement négociés dans de nombreux pays africains.

Le grand pillage de la terre.

Le Parlement Ougandais a réagi quand il a appris qu'environ 840.000 hectares de terre étaient loués en Egypte à un pays étranger. Le Soudan a offert d'énormes quantités de terre aux pays arabes. Un bailleur de fonds américain a persuadé un ancien chef de guerre dans le Sud-Soudan, de lui fournir plus de 400.000 hectares de terre pour un projet de développement agricole. Le Directeur Général de la FAO (Food and Agricultural Organisation), Jacques Diouf, appelle de tels contrats portant sur la location des terres, 'un genre de néo-colonialisme'.

Pourquoi ce pillage actuel de la terre en Afrique et ailleurs? Trois facteurs jouent un rôle: la crise financière, la crise des denrées alimentaires, la crise de l'énergie.

1. A la suite de la crise financière, les investisseurs qui se sont brûlé les doigts dans l'industrie immobilière ont découvert que la terre constituait un placement sûr qui rapporterait beaucoup. Les bailleurs de fonds parcourent donc le monde pour mettre la main sur des terres fertiles et lancer des projets agricoles à grande échelle.

2. Les pays qui importent des produits alimentaires ont eu de gros problèmes quand, en 2007-2008, les prix sur le marché mondial pour les produits de base tels que le maïs, le riz et le blé ont plus que doublé. Ces pays ont réalisé qu'ils ne pouvaient pas se fier au marché mondial pour nourrir leurs populations. Des pays comme l'Arabie Saoudite, les Emirats, la Libye et des douzaines d'autres pays qui dépendent de leurs importations de produits alimentaires, veulent maintenant cultiver les produits dont ils ont besoin et ils cherchent des terres fertiles et bien arrosées.

3. Finalement, il y a une course mondiale vers les biocarburants. Quand le prix du marché mondial pour l'or noir atteint presque 150 dollars l'an dernier, la recherche pour des sources d'énergie renouvelables s'intensifie. Les effets visibles du changement de climat forcent également l'humanité à chercher des alternatives aux combustibles fossiles; la production d'éthanol à partir de la canne à sucre et du maïs, ou de biodiesel à partir de l'huile de palme ou des graines de jatropha, semblaient être la réponse idéale à ce que l'on cherchait.

Le but de l'EU est d'obtenir, d'ici 2020, 20% de ses besoins en énergie à partir de sources renouvelables. Cela implique qu'on importe des pays en développement ce dont on a besoin pour atteindre ce but. Et par conséquent, des compagnies cherchent des terres dans lesquelles on peut cultiver des produits qui seront utilisés pour produire de la bioénergie.

Pourquoi les gouvernements africains sont-ils enclins à louer de la terre?

Il est difficile de comprendre pourquoi des politiciens voudraient donner la terre de leurs pays, cette terre qui est la ressource la plus précieuse et gratuite pour la nation. Sans doute, pots de vin et corruption jouent un rôle. Mais plus souvent c'est l'idée que les investissements sont toujours bons et stimuleront automatiquement le développement et créeront des emplois. Il y a aussi l'espoir que les compagnies amélioreront l'infrastructure, feront des routes, créeront des facilités pour les exportations qui seront bénéfiques pour le pays dans son ensemble.

Quel est le problème?

La terre est une question extrêmement sensible, spécialement en Afrique. Il suffit de se rappeler ce que fut le problème de la terre au Zimbabwe et dans d'autres pays en Afrique méridionale. Une bonne partie de la violence qui suivit les élections au Kenya était liée à de vieux conflits portant sur la terre. Même les paisibles Malgaches réagirent violemment quand ils virent leur terre donnée à des étrangers, et cela aboutit à une crise nationale. Les politiciens semblent ne pas s'être beaucoup préoccupés des générations à venir. Même s'il y a encore de la terre qui est 'libre' aujourd'hui, elle sera nécessaire aux générations à venir dans des pays qui doublent leur population tous les 25 ans.

Chaque fois que de grandes quantités de terre sont données dans un but commercial, les gens qui vivaient sur ces terres en sont chassés, la plupart du temps sans compensation adéquate. Ces gens perdent ce qui les faisait vivre et ils n'ont pas d'autre choix que d'aller vivre dans les bidonvilles surpeuplés des grandes villes. Les grands investissements agricoles ont en vue surtout les marchés d'exportation. La production des produits alimentaires pour le marché local diminue, les prix montent et des gens de plus en plus nombreux ont faim. En donnant des terres fertiles à des investisseurs étrangers les gouvernements mettent en danger la sécurité alimentaire de leur propre population.

La terre est une ressource tellement importante pour l'avenir de tout pays que le don de grandes surfaces de terre devrait être l'objet d'un débat public. En fait, les grands accords sont négociés secrètement à l'insu du Parlement et du public. Si l'Eglise prend sérieusement son rôle d'être 'la voix des pauvres', elle doit faire en sorte que ce qui se passe dans le secret soit l'objet d'un débat public et elle doit défendre les droits à la terre des communautés traditionnelles contre des leaders corrompus et des investisseurs rapaces. Déjà lors du premier Synode Africain, elle a rappelé aux gouvernements 'leur devoir strict de protéger le patrimoine commun contre toutes formes de gâchis et de vol par des citoyens qui n'ont pas le souci du bien public ou par des étrangers sans scrupules' (Ecclesia in Africa 113).

Wolfgang Schonecke M.Afr



LA RÉCENTE OPÉRATION MILITAIRE SÈME LA TERREUR À L'EST DU CONGO

Pax Christi Vlaanderen – 9 mai 2009

Hilde Deman (Broederlijk Delen – Pax Christi Vlaanderen) et Donatella Rostagno (EurAc) viennent de rentrer de l'Est du Congo et tirent la sonnette d'alarme: les opérations militaires contre les hutus rwandais rebelles du FDLR imposent à la population civile des sacrifices inacceptables.

L'opération conjointe rwando-congolaise contre le FDLR début 2009, Kimya I ("calme, repos" en Lingala) fut très favorablement accueillie par l'Occident. D'après le commissaire de l'UE, Louis Michel, c'était le début d'une solution pour les conflits qui ravagent le Congo depuis des années. En effet, la collaboration entre les dirigeants rwandais et congolais constitue une condition sine qua non d'une paix durable, mais cette collaboration doit dépasser le stade d'un déploiement de forces purement militaires.

Quelques mois après la fin de cette opération, nous constatons qu'en effet les bastions du FDLR au Nord-Kivu ont été fortement endommagés, sans être pour autant éliminés, loin de là. Les rebelles se vengent maintenant sur la population du Nord-Kivu, qu'ils accusent de collaboration avec les armées rwandaise et congolaise. Human Rights Watch annonçait la semaine passée que des villages avaient été brûlés dans la région de Lubero et que des enfants avaient alors été brûlés vifs. Depuis janvier 2009 plus de 150 civils ont été massacrés et le nombre des réfugiés a augmenté de 250.000. Depuis le début de Kimya I le nombre des viols brutaux a de nouveau augmenté, oeuvre du FDLR, de l'armée nationale et d'autres milices. Cette opération commune a eu aussi pour effet de repousser une grande concentration de FDLR en direction du Sud-Kivu.

En outre, l'intégration dans l'armée congolaise des ex-rebelles du CNDP (dont l'ancien chef Nkunda est encore toujours en résidence forcée au Rwanda) ne se déroule que fort laborieusement : il existe des indications qu'ils se retirent en masse dans les forêts du Nord-Kivu et qu'ils se préparent à reprendre la lutte.

Devant les résultats décevants de Kimya I, le gouvernement congolais lança une deuxième opération au Nord-Kivu. Dès demain cette opération englobera le Sud-Kivu. A l'avis de la population, il faut trouver une solution au phénomène FDLR, mais en même temps elle craint qu'une nouvelle opération militaire ne fera qu'augmenter leur misère. Et pour cause. En préparation de Kimya II, l'armée nationale (FARDC) envoie 8000 soldats supplémentaires au Nord-Kivu. Là où ils sont engagés, la population signale pillages, viols et tueries. Dès maintenant la population s'enfuit pour éviter d'être prise entre les FARDC et le FDLR. Nombre de familles se mettent ainsi en route pour la troisième fois dans l'espace de quelques mois.

Dans cette affaire la communauté internationale s'est fait nettement relégué au second plan. Les FARDC donnent peu d'information sur Kimya II. Cela rend très difficile la tâche principale de la Monuc : la protection de la population civile. Il y a beaucoup de chances que dans les semaines à venir la Monuc et les organisations humanitaires devront assister un grand nombre de nouvelles victimes civiles, or des deux côtés ils disent être déjà surchargés. La Monuc attend d'ailleurs toujours les 3.000 soldats supplémentaires promis l'année passée.

La crédibilité défaillante du Conseil, “souvent critiqué comme un forum propice au relativisme des droits de l’homme”, selon les Affaires étrangères belges, ne s’en trouvera pas améliorée." /.../ (Sabine Verhest)

MEDVEDEV VEUT RÉÉCRIRE LE PASSÉ DE LA RUSSIE

La Russie veut éviter que le passé puisse être utilisé pour nuire au prestige de la nation.

L'histoire de la Russie sera sous peu réécrite exactement comme le Kremlin le veut. C'est la conséquence de l'annonce faite par le président Medvedev de la prochaine création d'une commission, qui sera chargée de prévenir que le passé puisse être utilisé pour nuire au prestige de la Russie.

La commission devra veiller à ce que dorénavant l'Union Soviétique soit uniquement décrite comme une représentante du bien, comme la nation qui a vaincu l'Allemagne nazie et libéré l'Europe de l'Est. On ne pourra plus mentionner que cette même Union Soviétique instaura après 1945 un climat de terreur dans tous les Etats de l'Europe de l'Est et se démena pour y installer des régimes à son goût. Poetin a d'ailleurs fait savoir qu'il travaille à une loi qui interdira d'accuser l'Armée Rouge de cruauté et d'occupation illégale des Etats baltiques durant la deuxième Guerre Mondiale. Ces cruautés comprennent aussi les viols systématiques des femmes allemandes pendant la progression russe à travers l'Allemagne vers la fin de la guerre. Transgresser la loi sera puni de trois ans d'emprisonnement (maximum), aussi bien pour les ressortissants russes que pour les étrangers.

La commission sera composée de 28 vice-ministres, officiers du service de sécurité, historiens, membres influents du Kremlin et parlementaires. Outre l'occupation de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie, pendant laquelle les services de sécurité russes déportèrent des dizaines de milliers de membres de l'élite vers les goelags, d'autres événements du vingtième siècle sont soumis à l'oeil de la commission.

Comme l'assassinat par l'Union Soviétique de 20.000 officiers, prêtres et intellectuels polonais près de la ville de Katyn, en Russie occidentale, en 1940. Ainsi que la collectivisation de l'agriculture imposée par Staline en Ukraine. A cette occasion, que le gouvernement actuel d'Ukraine appelle un génocide, quelque cinq millions d'habitants des campagnes périrent par exécution, déportation ou famine.

De Standaard 22-05-2009 © NRC Handelsblad

UN CADEAU EMPOISONNÉ DE LA BELGIQUE A LA RDC

8 millions de manuels scolaires.

Au mois de mai, les contribuables belges apprenaient avec stupeur que leur Gouvernement venait d’asséner, en leur nom, un nouveau coup de massue à l’enseignement congolais et aux éditeurs de manuels scolaires. En 2006 déjà, 5 millions de manuels de 5è et 6è primaires avaient été parachutés dans tout le Congo par la Coopération belge sans tenir compte ni des manuels existants ni des éditeurs congolais. Mais cette fois, avec 8 millions de manuels de 3è et 4è primaires, l’économie occidentale pénètre de force non seulement le marché congolais de l’édition mais, surtout, elle tente de façonner les cerveaux des jeunes à la philosophie et à la logique occidentale du marché.

En effet, l'analyse montre que ce sont les manuels français destinés à leurs anciennes colonies qui ont été retravaillés en commettant quelques grossières erreurs de fond. Mais le plus pervers, c'est la philosophie générale de ces manuels au titre évocateur de *Champions* ! Ce genre de manuel fabrique des jeunes champions dont les fantasmes sont dirigés non pas vers les valeurs africaines de la solidarité, du travail, de la famille et de la fidélité mais vers la compétition et la manière de vivre à l'européenne: vivre en ville, consommer européen (la moambe en boîte est meilleure que celle faite par maman !), utiliser le préservatif (à neuf ans!), voyager au paradis européen... D'une manière pernicieuse, on tente de façonner ces futurs adultes au mode de vie occidental, en négligeant les valeurs du pays dans lequel ils vivent.

Il apparaît clairement qu'il s'agit là d'une stratégie par laquelle le marché libre s'allie à l'Etat non seulement pour éliminer du marché la production locale des manuels scolaires mais également pour influencer les mentalités. Dans toute l'Afrique francophone, la RDC a toujours été réputée pour la qualité de ses manuels scolaires parce que élaborés, corrigés et imprimés au pays ainsi que les manuels du professeur.

Comment en est-on arrivé là?

Malgré tous leurs efforts, les imprimeurs congolais ont été systématiquement écartés de ce marché, car l'appel d'offre international lancé par la Belgique fut continuellement révisé en laissant peu de temps aux candidats congolais pour réagir.

Mais cette fois, comble du ridicule, une maison d'édition belge très connue, qui manigance depuis une trentaine d'années pour s'imposer au Congo, a raté le marché qui est passé au Canada et à Hachette (EDICEF). Depuis, ils ont intenté un procès en vue d'obtenir le marché!

La Banque mondiale offre une alternative.

Dans cette lutte pour un enseignement porteur de valeurs éducatives, un autre appel d'offre a été émis par la **Banque Mondiale** pour les manuels de 1^è et 2^è primaires. Heureusement cette fois, c'est le Centre de Recherches Pédagogiques de Kinshasa, en partenariat avec les éditions françaises BELIN qui ont remporté le marché. Cette fois, l'auteur de ces manuels est un ancien ministre congolais de l'enseignement, et rien que le titre du manuel **A la Fontaine** montre clairement que l'orientation est tout autre.

Pour AEFJN – Antenne belge
Jean Peters

ARMEMENT : NOUVEAU PRIMEUR EN BELGIQUE

20 janvier 2009 : une nouvelle loi belge interdit la fabrication, le stockage, la commercialisation et l'utilisation d'**armes à uranium appauvri**. L'uranium appauvri constitue un danger pour la santé (cancer, atteinte du système nerveux, etc.). La Belgique fut déjà le premier pays à interdire pareillement les mines anti-personnel et les bombes à fragmentation et espère que de nombreux pays suivront son exemple.

Je suis essentiellement un homme de compromis, parce que je ne suis jamais sûr d'avoir raison (Gandhi)
